



<http://smast-cgt.fr/>

COMPTE-RENDU DE LA CAP DES ATTACHES DU 18 AVRIL 2013

ASSEMBLEE RESTREINTE CONCERNANT LE GRADE DE BASE

I/ Examen des demandes de mutation des attachés d'administration des affaires sociales

Dans le cadre de la circulaire mobilité, plusieurs candidatures ont fait l'objet d'un classement. Toutefois, peu de postes ont été ouverts à la vacance dans le secteur santé/solidarité.

Les mutations suivantes ont fait l'objet d'un avis favorable :

- Benoît BINOT de la DGT vers la DDCS/PP de l'Hérault ;
- Elisabeth MASSY DE LA CHESNERAYE en réintégration vers la DDSCS/PP Doubs ;
- Jean-Pierre LEROUX de la DT Finistère vers l'ARS de Bretagne ;
- Eric ROBERT de la DDCS/PP Lozère vers DDCS/PP Vaucluse.

Par ailleurs, les mutations suivantes ont été actées dans le secteur travail :

- Yaël AUGIAC de la DAGEMO vers l'UT Indre-et-Loire ;
- Julie ARLOT de l'UT du Cher vers la DIRECCTE Poitou-Charentes sur un poste d'animation projets EDEC et COT ;
- Valérie BROSETA en Réintégration suite à CFP à l'UT Val de Marne sur un poste de CMAT ;
- Samira DAMOUZ de l'UT Haute-Loire vers l'INTEFP sur un poste de Responsable de projet au département formations continues ;
- Stéphanie LEROY de l'UT de Maine et Loire vers la DIRECCTE des Pays De La Loire sur un poste de Chargé d'études ESE ;
- Mustafa METARFI de la DGEFP vers l'UT de l'Aisne sur un CMAT à Saint Quentin ;
- Malika OMARI de l'UT Hauts de Seine vers l'UT de l'Hérault sur un poste de CMAT ;
- Manuel YGNARD en détachement vers la DIRECCTE Poitou-Charentes sur un poste Responsable SIC.

II/ Examen des demandes d'accueil en détachement dans le grade d'attaché d'administration des affaires sociales

Les élus se sont abstenus (pour marquer leur désapprobation mais pour ne pas pénaliser les agents concernés) sur les différentes demandes d'accueil en détachement en l'absence de transparence sur les candidatures internes sur les postes offerts au détachement et l'absence de prise en compte de celles-ci :

NOM - PRENOM	Grade d'origine	Administration d'origine	Affectation prévue
BEDEL Stéphanie	Attaché territorial	Conseil général de l'Aisne	DDCSPP Deux-Sèvres
BUCAS Peggy	Attaché d'administration	Ministère de l'Ecologie	DDCS Bouches du Rhône
CHEAV Socheata	Attaché administration	Ministère de l'Intérieur	DAJ
DEROTTE Amélie	Attaché d'administration hospitalière	CHU Nancy	ARS Lorraine
JUILLIARD HERAULT Marie Anais	ADAENES	Ministère de l'Education nationale	DGCS
LAINE Sylvie	ADAENES	Ministère de l'éducation nationale	DDCS Charente-Maritime
LE GOLVAN Patricia	ADAENES	Ministère Education nationale	DRH3C
LE LANN-GANNAT Gaëlle	Attaché territorial	Conseil général des Yvelines	DGCS
MAGGIONI Nathalie	Ingénieur hospitalier	Centre Hospitalier de Cadillac	ARS Midi-Pyrénées
MERITA BLAT Mar	Attaché territorial	Conseil général de l'Essonne	DGCS
NAVARRO-GUERIN Valérie	Professeur certifié de classe normale	Ministère de l'éducation nationale	DRJSCS d'Ile-de-France
PERSON Brigitte	Inspectrice de l'action sanitaire et sociale	Ministères sociaux	DRJSCS Champagne-Ardennes
RENARD Marie	Attaché territorial	Communauté d'agglomération d'Arc de Seine	DT Lozère ARS Languedoc-Roussillon
ROLLINGER Benoît	Attaché d'administration	Ministère de l'Education nationale	DRJSCS Lorraine
RYK Gaël	Ingénieur d'études de 2ème classe	Ministère de l'Education nationale	DRJSCS Lorraine
SOULT Delphine	Attaché territorial	Mairie de Suresnes	DJEPVA
TABOURDEAU Anne	Attaché d'administration hospitalière	Centre hospitalier intercommunal Compiègne-Noyon	ARS Haute-Normandie
TONNES Marion	Inspectrice des Finances	Ministère du Budget	DGCS
VEYSSIERE Christophe	Attaché d'administration hospitalière	Hôpital de Thau	ARS Languedoc-Roussillon

La CGT a déploré l'insuffisance d'informations sur les candidatures internes et elle a demandé une traçabilité des candidatures des attachés de la même manière qu'elle se pratique pour les contractuels dans le cadre du label diversité. La CGT tient à s'assurer que des candidatures internes ne soient pas écartées au profit de détachements dans notre corps.

La CGT a également dénoncé la discrimination en raison de l'âge que subissent certains de nos collègues attachés et une mise à l'écart des séniors qui ont du mal à trouver des postes. Nous ne voudrions pas que le corps des attachés, au-delà de 50 ans, devienne le « cimetière des éléphants ».

III/ Examen des demandes d'intégration directe dans le corps des attachés d'administration des affaires sociales

L'ensemble des élus a émis un avis favorable à l'intégration directe de Pierre MIRABEL, attaché d'administration hospitalière aux Hôpitaux universitaires de Strasbourg, pour une affectation à l'ARS Alsace.

IV/ Examen des demandes d'intégration dans le corps des attachés d'administration des affaires sociales

L'ensemble des élus a voté pour les demandes suivantes :

NOM -	PRENOM	Administration d'origine	Affectation prévue	Avis Hiérarchie
GOYAUX	Nathalie	DGS	Attaché territorial	favorable
HOUSSIN	Johan	DDCS Loire-Atlantique	Attaché d'administration de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur	favorable
QUADJOVIE	Ata	DAGEMO	Attaché de l'intérieur	favorable
RENALIER	Monique	CREPS Aix en Provence	Attaché d'administration de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur	favorable

LA CGT a demandé un vote séparé pour intervenir sur un refus proposé par l'administration d'intégration d'un agent. La CGT a voté contre cet avis défavorable et les autres organisations se sont abstenues.

V/ Examen du projet de tableau d'avancement au grade d'attaché principal d'administration des affaires sociales au titre de l'année 2013

Cette année a été marquée par une diminution du taux de promotion ramené à 9 %, dégageant 72 promotions dont 60 pour l'examen professionnel et 12 pour la promotion au choix.

Les élus ont émis un avis favorable aux promotions suivantes dans le secteur santé :

Lionel BARNES DDCS/PP Hérault
Pierrick DIGUINY SGII
Pierre FILOCHE DAFIIS
François MARCHAND DGOS
Alexandra MOUSSOU CNS
Danièle RAFFARD de BRIENNE DDCS/PP Haute Loire

Les élus ont émis un avis favorable aux promotions suivantes dans le secteur travail :

Geneviève AMAND DGT
Eve COLLIAT DGT
Marie-Josèphe CHARON DAGEMO
Josiane GRIMAUD DIRECCTE Champagne-Ardennes
Clément HECHT DIRECCTE Alsace
Nicole HARIE DIRECCTE Bretagne

La CGT est intervenue pour soutenir d'autres dossiers, à son sens tout aussi méritants, et a demandé à l'administration de définir les critères objectifs pour l'avancement au choix. Celle-ci a répondu qu'à valeur professionnelle égale, elle privilégiait un parcours où il y avait eu de la mobilité.

VI/ Examen d'un recours en matière indemnitaire d'un agent affecté à la DICOM.

Le recours a donné lieu à un vote favorable de la CGT et de l'UNSA, la CFDT-CFTC s'étant abstenue, en faveur d'une augmentation des primes à hauteur de 90 % du taux moyen.

ASSEMBLEE RESTREINTE CONCERNANT LES APASS

I/ Examen des demandes de mutation des attachés principaux d'administration des affaires sociales

Dans le cadre de la circulaire mobilité, plusieurs candidatures ont fait l'objet d'un classement mais aucune mutation n'a été actée dans le secteur santé/solidarité en l'absence de postes vacants.

Les mutations suivantes dans le secteur travail ont fait l'objet d'un avis favorable :

- Yasmina LAHLOU de la DGEFP sur le poste de Secrétaire général à la DIRECCTE de CHAMPAGNE-ARDENNE ;
- Claude TEYSSONNEYRE de l'UT Seine-et-Marne (77) sur le poste Emploi et mutations économiques pole 3E à la DIRECCTE GUYANE ;
- CHAUVEAU Fanny UT Seine et Marne comme Chargé de mission "contrats aidés, IAE, PLIE, DLA" à la DIRECCTE ILE DE FRANCE ;
- LAVAL Philippe INTEFP sur le poste de adjoint Emploi à l'UT de la Loire ;
- BALLAND Claudine DIRECCTE Alsace sur le poste d'Appui aux DIRECCTE - effectifs et formation des agents à la DGEFP.

II/ Examen des demandes d'accueil en détachement dans le grade d'attaché principal d'administration des affaires sociales

Comme pour les demandes de détachement pour le grade de base, les élus se sont abstenus sur les demandes suivantes :

NOM - PRENOM	Grade d'origine	Administration d'origine	Affectation prévue
AVDIBEGOVIC Denis	attaché principal	Ministère de l'Intérieur	DS
DAVY Karine	Attaché principal	Ministère de l'Education nationale	Ecole nationale des sports de montagne
DELAITTE Catherine	en cours de reclassement attaché principal	Ministère de l'Ecologie	Direccte Picardie
HENAULT Nathalie	Attaché principal	Ministère de l'Agriculture	DDCS Val d'Oise
MONDESIR Helga	attaché principal	Agglomération Cergy Pontoise	SG CIV
NIHA Mario	attaché principal de l'équipement	Ministère de l'Ecologie	DRH
PALANDJIAN Elsa	Directeur des services de la protection judiciaire de la jeunesse	Ministère de la Justice	DRJSCS Rhône-Alpes

III/ Examen des demandes d'intégration dans le grade d'attaché principal d'administration des affaires sociales

Les intégrations suivantes ont fait l'objet d'un vote favorable :

Noms	Prénoms	Direction	Grade d'origine
MAURY	Frédéric	MNC Antenne Marseille	Attaché principal de la justice
PINOT	Jean-Christophe	DRJSCS Nord Pas de Calais	Professeur HC

IV/ Examen d'un recours sur un entretien professionnel

L'agent sera reçu par la DRH et certaines mentions de son compte-rendu d'entretien professionnel seront revues.

ASSEMBLEE PLENIERE

Points divers

La CGT est sollicitée par de nombreux agents sur des cas particuliers ou généraux. Nous intervenons dans les points divers pour essayer de répondre au mieux aux demandes des attachés.

Examen professionnel

La CGT a dénoncé les résultats du dernier examen professionnel qui a donné lieu à des notes sévères, excluant 16 promotions. Pour respecter le ratio promus/promouvables et promouvoir autant d'agents que de postes offerts, la CGT a demandé que les 16 postes non retenus par le jury donne lieu à la promotion d'agents au titre de cette année.

L'administration hésite entre l'organisation d'un nouvel examen professionnel cette année ou d'offrir des postes complémentaires sur liste d'aptitude. La question n'est pas encore tranchée car aucun des 2 choix n'est parfait : l'organisation d'un nouvel examen professionnel comporte le risque que les choses se répètent et une récupération des postes dans le cadre d'une promotion au choix ne donne pas un signal positif. Le DRH va en reparler avec le Secrétaire Général.

Réponse attendue au plus tard pour la CAP de juin.

A la lecture du rapport du jury, la CGT s'est demandé si les lacunes et le manque de préparation des candidats à l'examen ne sont pas dus à une formation insuffisante. Le DRH a répondu que ses équipes se rapprocheront du cabinet formation pour faire le point, notant qu'il donnait satisfaction jusqu'alors.

La CGT a alerté l'administration sur l'évolution des métiers du corps des attachés qui s'inscrit dans une logique de spécialisation enfermant les attachés dans certains profils les desservant à l'examen professionnel. Ce qui a changé pour le DRH est la possibilité pour les attachés de participer à des réunions de haut niveau et d'accéder à des responsabilités en administration centrale où il y a un problème de management et de délégations. Il craint que les attachés ne restent maintenant cantonnés à rédiger des notes dans leur bureau.

Corps interministériel à gestion d'emploi ministériel (CIGEM) et conseillers d'administration

Dans le cadre du CIGEM, l'examen professionnel sera en tout état de cause revu par la fonction publique dans la mesure où le corps sera interministériel. Il devrait plus tenir compte de l'expérience (avec présentation d'un dossier de RAEP). Il devrait porter également sur l'examen de la motivation et l'aptitude au management et à évoluer dans un environnement professionnel d'attaché principal ainsi que des questions sur l'établissement ou la direction d'affectation de l'agent.

En ce qui concerne le CIGEM, une RIM est attendue à ce sujet car un arbitrage du Premier Ministre s'avère nécessaire sur les périmètres car il y a des désaccords avec certains départements ministériels.

Une réunion des DRH de la Fonction Publique se tiendra le 24 avril prochain où le sujet devrait être discuté.

Conseillers d'administration

La CGT a demandé quelle sera la situation des conseillers d'administration après la fin des détachements sur les emplois fonctionnels. Si le CIGEM n'intervient pas d'ici la fin de l'année et si le GRAF n'est pas mis en place, pour les agents concernés, une perte de rémunération importante va être subie.

La CGT a demandé une prolongation de la période de détachement jusqu'à la mise en place du GRAF. En réponse, l'Administration a indiqué que cette disposition nécessiterait un décret qui n'est pas dans la main des ministères sociaux. La CGT intervient en indiquant que l'Administration ne peut pas accepter le principe d'une paupérisation de certains de ses agents. Nous ne lâcherons pas l'affaire. L'administration envisage d'organiser une mobilité des conseillers d'administration pour tenter de résoudre la question des détachements venant à expiration mais la CGT ne croit guère à cette solution.

Pour la CGT, le problème se double d'une difficulté pour les seniors de trouver des postes. Nos ministères deviennent un « cimetière des éléphants ». Pour la DRH la discrimination en raison de l'âge dans les directions d'emploi reflète une réalité, quel que soit le corps, qu'il faut combattre comme les ministères s'y sont engagés dans le cadre du label diversité.

Les critères de promotion au GRAF devront être définis en CAP avant de discuter des promotions.

Un nouveau point devrait être fait pour la prochaine CAP.

L'administration devrait proposer à la CAP prochainement une localisation de l'échelon spécial de l'emploi de conseiller d'administration.

Commissions de réforme

La CGT est de nouveau intervenue sur les commissions de réforme pour dénoncer le mépris pour le corps des attachés d'un médecin y siégeant, parlant de « truc » en se référant au corps des attachés et jugeant que la pathologie affectant un agent ne touchait que les peintres en bâtiment ou les manutentionnaires !

La CGT a demandé qu'une information sur le rôle et les attributions des commissions de réforme soient diffusées à tous les services RH de nos ministères ainsi que dans tous les services RH déconcentrés.

Elle est intervenue pour la quatrième fois en CAP sur le cas d'un agent victime de souffrance au travail à la DIRECCTE Rhône Alpes. Le dossier remonte à mai 2010 et l'agent n'a toujours pas de réponse de l'administration statuant sur sa demande de reconnaissance de maladie professionnelle imputable au service.

Dans le même ordre d'idée, la CGT est intervenu sur le cas d'un agent (SG CIV) dont une précédente CAP a accepté une révision de son entretien professionnel et qui n'a toujours pas de réponse !

Accompagnement des agents promus et postes vacants

Enfin, la CGT est intervenu pour un agent promu lors de la précédente CAP, dont le poste ne sera pas reconfiguré mais supprimé et qui a de grosses difficultés à faire une mobilité. Cela pose la question générale du faible nombre de postes vacants et de l'accompagnement des agents promus.

Vos élus :

Lydie VINCK (DARES), AAAS suppléante (01 44 38 24 22, lydie.vinck@dares.travail.gouv.fr).

Olivier ROCHE (DGCS), AAAS titulaire (01 40 56 10 13, olivier.roche@sante.gouv.fr).

Robert GUTIERREZ (DICOM), titulaire APAAS (01 40 56 55 44, robert.gutierrez@sante-travail.gouv.fr).

Paulo PINTO (DGT), suppléant APAAS (01 44 38 25 57, paulo.pinto@dgt.travail.gouv.fr).

Nous serons de nouveau présents lors de la prochaine CAP pour vous soutenir.

Celle-ci aura lieu le 10 juin 2013.